

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE BRUXELLES-CAPITALE

n. 95 — 409

23 DECEMBRE 1994. — Décret contenant le budget général des Dépenses de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 1995

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté :

Article 1er. Le présent décret règle une matière visée aux articles 115, paragraphe 1er; alinéa 1er; 116, paragraphe 1er; 121, paragraphe 1er, alinéa 1er; 127, 128, 129, 131, 132, 135, 137, 141 et 175 de la Constitution, en vertu des articles 138 et 178 de la Constitution.

Art. 2. Il est ouvert pour les dépenses du budget de la Commission communautaire française afférentes à l'année budgétaire 1995, des crédits s'élevant aux montants ci-après :

	(en francs)	
	Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnancement
Crédits non dissociés	7 406 050 098	7 406 850 098
Crédits dissociés	441 450 000	242 000 000
Total	7 848 300 098	7 648 850 098

Ces crédits sont énumérés au tableau annexe au présent décret.

Art. 3. Par dérogation à l'article 15 de la loi organique de la Cour des comptes du 29 octobre 1846, des avances de fonds d'un montant de 10 000 000 de francs peuvent être consenties aux comptables extraordinaires, à l'effet de payer, indépendamment des menues dépenses, les créances n'excédant pas 200 000 francs.

Autorisation est donnée à ces comptables de consentir aux fonctionnaires et experts envoyés en mission à l'étranger les avances nécessaires, même si ces avances sont supérieures à 200 000 francs.

Le paiement des rémunérations d'experts venant d'autres pays et des frais résultant des arrangements avec des pays étrangers, peut également se faire par avance de fonds, quel qu'en soit le montant.

Des avances de fonds d'un maximum de 25 000 000 de francs peuvent être consenties au comptable extraordinaire à charge des articles budgétaires relatifs au paiement des transports scolaires.

En matière de transport scolaire, les avances de fonds peuvent servir à payer les créances quel qu'en soit le montant pour autant que les marchés aient fait l'objet d'un contrat.

Art. 4. Par dérogation à l'article 40, paragraphe 1er, des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, le paiement des allocations de naissance et des indemnités pour frais funéraires s'effectue conformément aux règles prévues à l'article 41 des mêmes lois.

Art. 5. Des provisions peuvent être allouées aux avocats, aux experts et aux huissiers de justice agissant pour le compte de la Commission communautaire française.

Art. 6. Les intérêts des emprunts relatifs à l'acquisition des bâtiments scolaires, imputés à l'allocation de base 27.00.43.02, peuvent être payés selon la procédure des dépenses fixes.

Art. 7. Par dérogation aux articles 5 et 6 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, des créances d'années antérieures peuvent être apurées à charge des crédits ouverts par le présent décret et relatives aux :

AB 22.00.11.03	Rémunération du personnel.
AB 21.00.12.01	Frais de fonctionnement.
AB 22.10.33.03	Subventions aux centres de service social.
AB 22.30.33.10	Subventions aux I.M.P.
AB 22.40.33.12	Subventions aux services agréés d'aide aux familles.
AB 22.40.33.13	Subventions aux centres P.M.F.
AB 22.40.33.15	Formation d'aides familiales.
AB 22.50.52.01	Subventions d'investissement dans les infrastructures sociales (secteur privé).
AB 23.20.33.04	Subventions aux services de santé mentale.
AB 23.20.33.05	Subventions aux centres de télé-accueil.

Art. 8. Le Collège est autorisé à octroyer des subventions de fonctionnement et d'investissement à charge des allocations de base figurant dans le budget administratif et reprises ci-après :

Subventions au Service social	21.00.33.01
Subventions à des organismes d'aide sociale, familiales et du 3e âge	22.10.33.01
Subventions pour des études et des initiatives en matière sociale	22.10.33.02
Subvention à l'A.S.B.L. « Fonds social intersectoriel pour institutions sociales et de santé de Bruxelles-Capitale »	22.10.33.05
Subventions visant l'intégration sociale des immigrés	22.20.33.04
Subventions au communes en vue de la promotion de l'intégration sociale des immigrés	22.20.43.05
Subventions aux initiatives d'aide précoce	22.30.33.07
Subventions aux initiatives d'accompagnement	22.30.33.08
Subventions relatives à la prévention, la promotion, l'aide et l'intégration sociale des personnes handicapées	22.30.33.09
Subventions aux services d'accueil de jour pour personnes âgées	22.40.33.14
Formation d'aides familiales	22.40.33.15

Subventions aux communes pour l'achat et l'aménagement de terrains de campement pour nomades	22.50.63.24
Subventions pour la recherche dans le domaine de la santé	23.10.33.01
Subventions aux centres de santé intégrés	23.10.33.02
Subventions aux associations en matière de santé	23.10.33.03
Subventions à l'A.S.B.L. « Fonds social intersectoriel pour institutions sociales et de santé de Bruxelles-Capitale »	23.10.33.11
Subventions pour des études et des initiatives originales en matière de santé mentale	23.20.33.06
Subventions pour les lieux d'accompagnement psycho-social de la petite enfance	23.20.33.07
Subventions aux actions dans le domaine des toxicomanies	23.30.33.08
Subventions aux associations en matière de soins palliatifs	23.40.33.09
Subventions aux centres de coordination en matière de soins à domicile	23.40.33.10
Subventions aux fédérations et ligues touristiques	24.00.33.01
Subventions aux associations actives en matière de tourisme	24.00.33.02
Subventions aux associations de tourisme social	24.00.33.03
Subvention de fonctionnement à l'OPT	24.00.43.01
Subvention à l'OPT pour ses dépenses d'investissement	24.00.63.01
Subvention d'équipements touristiques (secteur privé)	24.00.53.02
Subventions d'équipements touristiques (secteur public)	24.00.63.03
Promotion d'activités en matière de formation professionnelle	26.10.33.01
Subventions à la délégation interministérielle aux solidarités urbaines	26.10.43.03
Subventions en matière de formation des indépendants	26.20.33.01
Subventions pour la formation des indépendants	26.20.41.01
Subvention de fonctionnement à l'Institut de formation pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises	26.20.41.02
Charges immobilières des centres de formation	26.20.61.01
Subvention accordée à l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle pour son fonctionnement	26.30.43.05
Subvention accordée à l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle pour ses investissements	26.30.63.05
Subventions destinées aux a.s.b.l. et aux entreprises pour le partenariat en matière de formation professionnelle et d'insertion	26.30.43.06
Subvention d'investissement en matière d'infrastructures sportives privées	26.00.63.01

Art. 9. Le crédit provisionnel inscrit à l'allocation de base 01.01 de l'activité 0 du programme 0 de la division 21 peut être réparti, selon les besoins, par voie d'arrêté du Collège de la Commission communautaire française entre les divisions 22 et 23.

Art. 10. Le présent décret entre en vigueur le 1er janvier 1995.

Le Collège de la Commission communautaire française sanctionne le décret adopté par l'Assemblée de la Commission communautaire française contenant le Budget général des Dépenses de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 1995.

Bruxelles, le 23 décembre 1994.

Ch. PICQUE,
Président du Collège.

D. GOSUIN,
Membre du Collège.

D. HARMEL,
Membre du Collège.

R. HOTYAT,
Membre du Collège.

D. van EYLL,
Membre du Collège.

BUDGET 1995 (DECRET)	Crédits	1994 INITIAL		DEUXIEMEMENT AJUSTEMENT 1994		1995 INITIAL	
		INTITULES	cnd et co	ce	cnd et co	ce	cnd et co
Division 01 : Cabinet du Président du Collège							
Total division 01	cnd	6 000 000		6 000 000		6 600 000	
Div. 02 : Cabinet du membre du Collège D. Gosuin							
Total division 02	cnd	2 500 000		2 500 000		2 750 000	
Div. 03 : Cabinet du membre du Collège D. Harmel							
Total division 03	cnd	6 000 000		6 000 000		6 600 000	
Div. 04 : Cabinet du membre du Collège R. Hotyat							
Total division 04	cnd	3 000 000		3 000 000		3 300 000	
Div. 05 : Cabinet du membre du Collège D. van Eyll							
Total division 05	cnd	2 500 000		2 500 000		2 750 000	
Div. 06 : Assemblée de la C.C.F.							
Total division 06	cnd	10 000 000		15 000 000		25 000 000	
Division 21 : Administration							
Total division 21	cnd caa cd	362 034 572 10 000 000		440 187 000 170 000 10 000 000		331 652 225 80 000 000	120 300 000
Division 22 : Aide aux personnes							
Prog. 1 : Action sociale total prog. 1	cnd	130 500 000		130 500 000		67 737 500	
Prog. 2 : Intégration sociale des immigrants total prog. 2	cnd	74 000 000		79 000 000		191 000 000	
Prog. 3 : Personnes handicapées total prog. 3	cnd	2 485 000 000		2 454 751 914		2 447 703 373	
Prog. 4 : Famille total prog. 4	cnd	406 000 000		406 000 000		458 600 000	
Prog. 5 : Infrastructures sociales total prog. 5	cnd	6 900 000		6 900 000		6 900 000	
Total division 22	cd	120 000 000	180 000 000	130 000 000	190 000 000	63 000 000	113 000 000
Total division 22	cnd cd	3 162 400 000 120 000 000	180 000 000	3 077 151 914 130 000 000	190 000 000	3 171 940 873 63 000 000	113 000 000
Division 23 : Santé							
Prog. 1 : Support de la politique générale total prog. 1	cnd	47 000 000		50 660 000		49 690 000	
Prog. 2 : Santé mentale total prog. 2	cnd	333 968 000		325 368 000		356 600 000	
Prog. 3 : Lutte contre les toxicomanies total prog. 3	cnd	75 000 000		80 000 000		82 000 000	
Prog. 4 : Soins à domicile total prog. 4	cnd	52 000 000		52 000 000		57 000 000	
Prog. 5 : Infrastructure total prog. 5		40 000 000	120 000 000	40 000 000	120 000 000	25 000 000	25 000 000
Total division 23	cnd cd	507 968 000 40 000 000	120 000 000	507 968 000 40 000 000	120 000 000	545 290 000 25 000 000	25 000 000
Division 24 : Tourisme							
Total division 24	cnd cd	122 070 000 89 000 000	120 000 000	122 070 000 89 000 000	198 000 000	156 000 000 87 000 000	173 150 000
Division 25 : Transports scolaires							
Total division 25	cnd	80 000 000		107 200 000		113 000 000	
Division 26 : Formation professionnelle							
Prog. 1 : Support général de la politique de formation professionnelle total prog. 1	cnd	53 000 000		140 000 000		70 000 000	

BUDGET 1995 (DECRET)	INTITULES	Crédits	1994 INITIAL		DEUXIEMET AJUSTEMENT 1994		1995 INITIAL	
			cnd et co	ce	cnd et co	ce	cnd et co	ce
Prog. 2 : Classes moyennes total prog. 2	cnd	160 900 000			174 471 000		188 790 000	
Prog. 3 : Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle total prog. 3	cnd	738 000 000			738 000 000		812 000 000	
Total division 26	cnd	951 900 000			1 052 471 000		1 070 790 000	
Division 27 : Bâtiments scolaires								
Total division 27	cnd	406 500 000			1 106 500 000		807 000 000	
Division 28 : Infrastructures sportives privées								
Total division 28	cd	0	0	20 000 000	10 000 000	7 000 000	10 000 000	
Division 29 : Dépenses liées à la scission de la Province de Brabant								
Total division 29	cnd	0		0			1 164 177 000	
Total budget matières transférées de la Communauté française et de la Province	cnd caa cd	5 582 872 572		6 448 547 923 179 000		7 406 850 098		
		259 000 000	520 000 000	289 000 000	618 000 000	242 000 000	441 450 000	

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN BRUSSEL-HOOFDSTAD

N. 95 — 409

23 DECEMBER 1994. — Decreet houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschapscommissie voor het begrotingsjaar 1995

De Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie heeft goedgekeurd :

Artikel 1. Dit decreet regelt een materie bedoeld in de artikelen 115, § 1, eerste lid; 120, § 1; 121, § 1, eerste lid; 127, 128, 129, 131, 132, 135, 141 en 175 van de Grondwet, krachtens artikelen 138 en 178 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de aan het begrotingsjaar 1995 verbonden begrotingsuitgaven van de Franse Gemeenschapscommissie worden kredieten geopend ten bedrage van :

	(in BF)	
	Vastleggingskredieten	Ordonnanceringskredieten
Niet-gesplitste kredieten	7 406 850 098	7 406 850 098
Gesplitste kredieten	441 450 000	242 000 000
Totaal	7 848 300 098	7 648 850 098

Deze kredieten worden in de bij dit decreet gevoegde tabel opgesomd.

Art. 3. In afwijking van artikel 15 van de wet op de inrichting van het Rekenhof van 29 oktober 1846 kunnen voorschotten ten bedrage van 10 000 000 F toegekend worden aan de buitengewone boekhouders om de vorderingen te betalen die 200 000 F niet overschrijden, onafhankelijk van de kleine uitgaven.

Machtiging wordt verleend aan deze boekhouders om aan de beamten en de naar het buitenland gestuurde deskundigen de nodige voorschotten toe te kennen, zelfs indien deze voorschotten 200 000 F overschrijden.

De betaling van de vergoedingen aan buitenlandse deskundigen en van de kosten voortvloeiend uit overeenkomsten met het buitenland kan eveneens geschieden door middel van een voorschot, welke het bedrag ervan ook moge zijn.

Voorschotten van maximum 25 000 000 F kunnen aan de buitengewone boekhouder toegekend worden ten laste van de begrotingsartikelen betreffende de betaling van het leerlingenvervoer.

Inzake leerlingenvervoer kunnen voorschotten gebruikt worden om vorderingen te betalen, welke het bedrag ervan ook moge zijn, voor zover deze opdrachten in een overeenkomst geregeld werden.

Art. 4. In afwijking van artikel 40, § 1, van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, geschiedt de betaling van de geboortepremie en de vergoeding voor begrafeniskosten overeenkomstig de in artikel 41 van dezelfde wetten voorziene regelen.

Art. 5. Voorschotten kunnen aan advocaten, deskundigen en gerechtsdeurwaarders toegekend worden voor rekening van de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. 6. De interesten van de leningen betreffende de aanschaffing van schoolgebouwen, geboekt op basisallocatie 27.00.43.02, kunnen betaald worden volgens de procedure van de vaste uitgaven.

Art. 7. In afwijking van de artikelen 5 en 6 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, kunnen vorderingen van vorige jaren afgelost worden ten laste van de kredieten die bij dit decreet geopend worden met betrekking tot :

- BA 22.00.11.03 Vergoeding van het personeel.
- BA 21.00.12.01 Werkingskosten.
- BA 22.10.33.03 Toelage aan de centra voor sociale dienstverlening.
- BA 22.30.33.10 Toelage aan de geneeskundige en psychologische instituten.

- BA 22.40.33.12 Toelagen aan de erkende diensten voor hulpverlening aan gezinnen.
- BA 22.40.33.13 Toelagen aan de raadplegingscentra voor het huwelijk en het gezin.
- BA 22.40.33.15 Opleiding van gezinsverzorgsters.
- BA 22.50.52.01 Investeringsstoelagen in de sociale infrastructuur (privé sector).
- BA 23.20.33.04 Toelagen aan de diensten voor geestelijke gezondheid.
- BA 23.20.33.05 Toelagen aan de centra voor tele-onthaal.

Art. 8. Het College kan toelagen toekennen voor de werking en de investering ten laste van volgende basisallocaties, zoals ze in de administratieve begroting vermeld zijn :

Toelagen aan de Sociale Dienst	21.00.33.01
Toelagen aan instellingen voor sociale hulpverlening, hulpverlening aan gezinnen en aan de derde leeftijd	22.10.33.01
Toelagen voor studien en initiatieven op sociaal vlak	22.10.33.02
Toelagen strekkende tot sociale integratie van migranten	22.20.33.04
Toelagen aan gemeenten ter bevordering van de sociale integratie van migranten	22.20.43.05
Toelagen aan initiatieven voor vroegtijdige hulpverlening	22.30.33.07
Toelagen voor begeleidingsinitiatieven	22.30.33.08
Toelagen betreffende preventie, bevordering, hulpverlening en sociale integratie van mindervaliden	22.30.33.09
Toelagen voor onthaaldiensten van oudere mensen gedurende de dag	22.40.33.14
Opleiding van gezinsverzorgsters	22.40.33.15
Toelagen voor gemeenten voor de aankoop en de aanleg van campeerterrainen voor nomaden	22.50.63.24
Toelagen voor onderzoek in de gezondheidsector	23.10.33.01
Toelagen aan geïntegreerde gezondheidscentra	23.10.33.02
Toelagen aan gezondheidsverenigingen	23.10.33.03
Toelagen voor de V.Z.W. « Sociaal intersectorieel Fonds voor sociale en gezondheidsinstellingen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest »	23.10.33.11
Toelagen voor studien en originele initiatieven inzake geestelijke gezondheid	23.20.33.06
Toelagen voor psychosociale begeleiding van kleine kinderen	23.20.33.07
Toelagen voor acties op het gebied van het druggebruik	23.30.33.08
Toelagen voor verenigingen inzake palliatieve zorgverlening	23.40.33.09
Toelagen voor coördinatiecentra inzake thuisverzorging	23.40.33.10
Toelagen voor toeristische federaties en verbonden	24.00.33.01
Toelagen voor verenigingen die in het toerisme actief zijn	24.00.33.02
Toelagen voor verenigingen van sociaal toerisme	24.00.33.03
Werkingsstoelage voor de O.P.T.	24.00.43.01
Toelage voor de O.P.T. voor investeringsuitgaven	24.00.63.01
Toelagen voor bewegwijzering van toeristische trekpleisters (privé sector)	24.00.53.02
Toelagen voor bewegwijzering van toeristische trekpleisters (openbare sector)	24.00.63.03
Bevordering van activiteiten inzake beroepsopleiding	26.10.33.01
Toelagen aan de interministeriële delegatie inzake stedelijke solidariteit	26.10.43.03
Toelagen inzake opleiding van zelfstandigen	26.20.33.01
Toelagen voor de opleiding van zelfstandigen	26.20.41.01
Werkingsstoelage aan het Vormingsinstituut van de Middenstand en de KMO's	26.20.41.02
Onroerende lasten van de vormingscentra	26.20.61.01
Werkingsstoelage aan het Brussels Franstalig Instituut voor Beroepsopleiding	26.30.43.05
Investeringsstoelage voor het Brussels Franstalig Instituut voor Beroepsopleiding	26.30.63.05
Toelagen aan v.z.w.'s en ondernemingen voor het partnerschap inzake beroepsopleiding en integratie	26.30.43.06
Investeringsstoelagen inzake privé-sportinfrastructuur	26.00.63.01

Art. 9. Het provisioneel krediet, ingeschreven op basisallocatie 01.01 van de activiteit 0 van het programme 0 van de afdeling 21, kan tussen de afdelingen 22 en 23 verdeeld worden, naargelang de behoeften, door een besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. 10. Het decreet treedt op 1 januari 1995 in werking.

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie bekrachtigt het decreet goedgekeurd door de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschapscommissie voor het begrotingsjaar 1995.

Brussel, 23 december 1994.

Ch. PICQUE,
Voorzitter van het College.

D. GOSUIN,
Lid van het College.

D. HARMEL,
Lid van het College.

R. HOTYAT,
Lid van het College.

D. van EYLL,
Lid van het College.

BEGROTING 1995 (DECREET)	Kredieten	OORSPRONKELIJK 1994		TWEEDE AANPASSING 1994		OORSPRONKELIJK 1995	
		ngk en ok	vk	ngk en ok	vk	ngk en ok	vk
TITELS							
Afdeling 01 : Kabinet van de Voorzitter van het College							
Totaal afdeling 01	ngk	6 000 000		6 000 000		6 600 000	
Afd. 02 : Kabinet van het Lid van het College D. Gosuin							
Totaal afdeling 02	ngk	2 500 000		2 500 000		2 750 000	
Afd. 03 : Kabinet van het Lid van het College D. Harmel							
Totaal afdeling 03	ngk	6 000 000		6 000 000		6 600 000	
Afd. 04 : Kabinet van het Lid van het College R. Hotyat							
Totaal afdeling 04	ngk	3 000 000		3 000 000		3 300 000	
Afd. 05 : Kabinet van het Lid van het College D. van Eyll							
Totaal afdeling 05	ngk	2 500 000		2 500 000		2 750 000	
Afd. 06 : Vergadering van de F.G.C.							
Totaal afdeling 06	ngk	10 000 000		15 000 000		25 000 000	
Afdeling 21 : Administratie							
Totaal afdeling 21	ngk caa cd	362 034 572 10 000 000		440 187 009 179 000 10 000 000	100 000 000	331 652 225 60 000 000	120 300 000
Afdeling 22 : Bijstand aan personen							
Prog. 1 : Sociale actie totaal prog. 1	ngk	130 500 000		130 500 000		67 737 500	
Prog. 2 : Sociale integratie van migranten totaal prog. 2	ngk	74 000 000		79 000 000		191 000 000	
Prog. 3 : Mindervaliden totaal prog. 3	ngk	2 485 000 000		2 454 751 914		2 447 703 373	
Prog. 4 : Gezin totaal prog. 4	ngk	406 000 000		406 000 000		458 600 000	
Prog. 5 : Sociale infrastructuur totaal prog. 5	ngk cd	6 900 000 120 000 000	180 000 000	6 900 000 130 000 000	190 000 000	6 900 000 63 000 000	113 000 000
Totaal afdeling 22	ngk cd	3 102 400 000 120 000 000	180 000 000	3 077 151 914 130 000 000	190 000 000	3 171 940 873 63 000 000	113 000 000
Afdeling 23 : Gezondheid							
Prog. 1 : Ondersteuning van het alge- meen beleid totaal prog. 1	ngk	47 000 000		50 000 000		49 690 000	
Prog. 2 : Geestelijke gezondheidszorg totaal prog. 2	ngk	333 968 000		325 368 000		356 600 000	
Prog. 3 : Bestrijding van het drugge- bruik totaal prog. 3	ngk	75 000 000		80 000 000		82 000 000	
Prog. 4 : Thuisverpleging totaal prog. 4	ngk	52 000 000		52 000 000		57 000 000	
Prog. 5 : Infrastructuur totaal prog. 5		40 000 000	120 000 000	40 000 000	120 000 000	25 000 000	25 000 000
Totaal afdeling 23	ngk cd	507 968 000 40 000 000	120 000 000	507 968 000 40 000 000	120 000 000	545 290 000 25 000 000	25 000 000
Afdeling 24 : Toerisme							
Totaal afdeling 24	ngk cd	122 070 000 89 000 000	120 000 000	122 070 000 89 000 000	198 000 000	156 000 000 67 000 000	173 150 000
Afdeling 25 : Leerlingenvervoer							
Totaal afdeling 25	ngk	80 000 000		107 200 000		113 000 000	

BEGROTING 1995 (DECREET)	Kredieten	OORSPRONKELIJK 1994		TWEEDE AANPASSING 1994		OORSPRONKELIJK 1995	
		ngk en ok	vk	ngk en ok	vk	ngk en ok	vk
TITELS							
Afdeling 26 : Beroepsopleiding							
Prog. 1 : Ondersteuning van het beleid inzake beroepsopleiding totaal prog. 1	ngk	53 000 000		140 000 000		70 000 000	
Prog. 2 : Middenstand totaal prog. 2	ngk	160 900 000		174 471 000		188 790 000	
Prog. 3 : Brussels Franstalig Instituut voor Beroepsopleiding totaal prog. 3	ngk	738 000 000		738 000 000		812 000 000	
Totaal afdeling 26	ngk	951 900 000		1 052 471 000		1 070 790 000	
Afdeling 27 : Schoolgebouwen							
Totaal afdeling 27	ngk	406 500 000		1 196 500 000		807 000 000	
Afdeling 28 : Privé sportinfrastructuren							
Totaal afdeling 28	cd	0	0	20 000 000	10 000 000	7 000 000	10 000 000
Afdeling 29 : Uitgaven verbonden aan de splitsing van de Provincie Brabant							
Totaal afdeling 29	ngk	0		0		1 164 177 000	
Totaal begroting materies over-	ngk	5 562 872 572		6 448 547 923		7 406 850 098	
geïragren van de Franse Gemeenschap en de Provincie	caa cd		520 000 000	179 000 289 000 000	618 000 000	242 000 000	441 450 000

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICES DU PREMIER MINISTRE
ET COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C — 29020]

Ordres nationaux

Par arrêté royal du 5 août 1994 :

Sont nommés Officier de l'Ordre de Léopold :

M. Octors-Gustin, Georges Guy Louis, directeur de l'Orchestre royal de Chambre de Wallonie et de la Communauté française de Belgique, avec effet au 8 avril 1994;

M. Somville, Roger Maurice, artiste-peintre, avec effet au 15 novembre 1991.

Sont nommés Chevalier de l'Ordre de Léopold :

M. Burgraeve, Jacques Fortuné Joseph Max Ghislain, régisseur général du Théâtre national de Belgique, avec effet au 8 avril 1994;

M. Weis, André Désiré, producteur artistique, avec effet au 8 avril 1994.

Ils porteront la décoration civile

Ils prendront rang dans l'Ordre à la date indiquée en regard de leur nom.

Par arrêté royal du 5 août 1994 :

Sont nommés Chevalier de l'Ordre de la Couronne :

M. Beckers, Joseph Jean Louis, président de l'Union des Sociétés musicales, avec effet au 8 avril 1993;

Mme Langendries, Paula Marie Françoise, distributrice de films, avec effet au 8 avril 1992;

M. Page, Fernand Alfred Georges, chef de musique du Cercle royal des Mandolinistes « Estudiantina » à Mons, avec effet au 15 novembre 1993.

Les palmes d'or de l'Ordre de la Couronne sont décernées à :

M. Brauwers, Alfred Hubert, musicien et président d'honneur de la Société royale « L'Harmonie » à Gemmenich, avec effet au 15 novembre 1991;

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER
EN FRANSE GEMEENSCHAP

[C — 29020]

Nationale Orden

Bij koninklijk besluit van 5 augustus 1994 :

Worden benoemd tot Officier in de Leopoldsorde :

de heer Octors-Gustin, Georges Guy Louis, directeur van het orkest « Orchestre royal de Chambre de Wallonie et de la Communauté française de Belgique », met uitwerking op 8 april 1994;

de heer Somville, Roger Maurice, kunstschilder, met uitwerking op 15 november 1991.

Worden benoemd tot Ridder in de Leopoldsorde :

de heer Burgraeve, Jacques Fortuné Joseph Max Ghislain, algemeen regisseur van de schouwburg « Théâtre national de Belgique », met uitwerking op 8 april 1994;

de heer Weis, André Désiré, kunstproducent, met uitwerking op 8 april 1994.

Zij zullen het burgerlijk ereteken dragen.

Zij nemen rang in de Orde op de datum die naast hun naam vermeld is.

Bij koninklijk besluit van 5 augustus 1994 :

Worden benoemd tot Ridder in de Kroonorde :

de heer Beckers, Joseph Jean Louis, voorzitter van de « Union des Sociétés musicales », met uitwerking op 8 april 1993;

Mevr. Langendries, Paula Marie Françoise, filmverdeelster, met uitwerking op 8 april 1992;

de heer Page, Fernand Alfred Georges, kapelmeester van de « Cercle royal des Mandolinistes « Estudiantina » te Bergen, met uitwerking op 15 november 1993.

Worden de gouden palmen der Kroonorde toegekend aan :

de heer Brauwers, Alfred Hubert, spelend lid en erevoorzitter van de « Société royale « L'Harmonie » te Gemmenich, met uitwerking op 15 november 1991;